



**SERVICE PUBLIC :
UN GOUVERNEMENT QUI PREND AUX PAUVRES
POUR DONNER AUX RICHES**

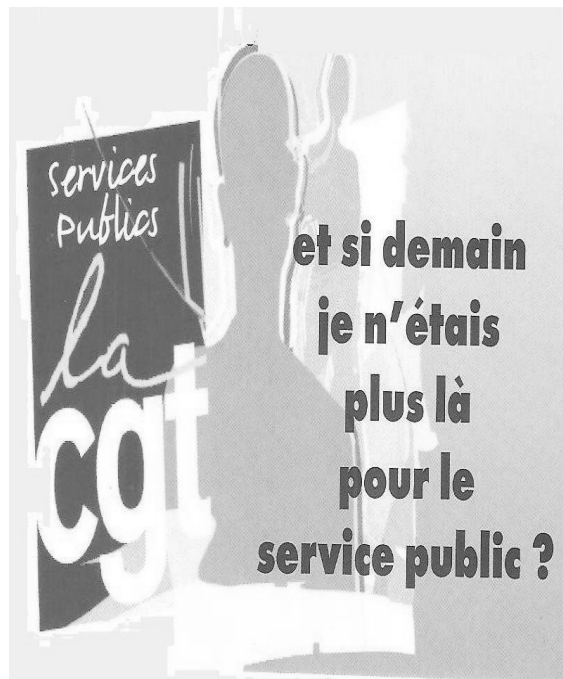
**2 MARS - RASSEMBLEMENT A LABEGE DIAGORA
A PARTIR DE 9H30**

Le Mardi 2 Mars, les agent(e)s des Impôts et du Trésor Public de Midi-Pyrénées seront en grève à l'occasion de la venue de leur directeur général.

Par cette action, il s'agit de défendre le service public et de dénoncer les politiques publiques actuellement menées qui maintiennent le pays dans la crise et empêchent la mise en place de réels choix en faveur de l'emploi et du progrès social.

Défendre le service public, c'est lutter pour garantir à tous, quel que soient les revenus, l'accès à la santé, à l'éducation, au logement et permettre que l'argent public soit utilisé en faveur de la collectivité et non détourné au bénéfice d'intérêts particuliers.

Le gouvernement vous assure qu'en luttant contre les prétendus privilèges des fonctionnaires, qu'en procédant à des privatisations, en fermant de nombreux services publics, on va résoudre tous les problèmes !!!



**Afin de vous laisser juge,
voici quelques exemples de l'action gouvernementale !!!**

BOUCLIER FISCAL

Le bouclier est l'une des mesures les plus contestées du paquet fiscal, coûtant chaque année 15 Milliards d'euros. Son principe doit permettre aux contribuables de ne pas être imposés au delà de 50% de leurs revenus.

En réalité, ce sont les plus riches qui en profitent. Seulement 0,04% des Français en bénéficient soit 13 990 contribuables.

Au titre de cette mesure, il a été remboursé en moyenne 368 000 euros aux 12 162 ménages les plus aisés.

Cela équivaut à 30 années de SMIC ou encore au coût de 30 écoles neuves ou bien la totalité des sommes soit-disant économisées avec les 33 749 suppressions de fonctionnaires inscrits dans le budget 2010.

B. L'ARGENT PUBLIC PRETE AUX BANQUES

Pour sauver le système financier, l'Etat a prêté aux établissements bancaires près de 40 milliards d'euros et avait même mobilisé 360 milliards d'euros pour s'arroger le droit de faire des rallonges. Cet argent, vous l'avez compris, provient des impositions ponctionnées sur les revenus des salariés y compris ceux qui ont perdu leur travail à cause de ses mêmes banques.

Maintenant que le cours des actions s'envole grâce à l'intervention publique, la BNP-Paribas et la Société Générale se pressent au portillon pour rembourser les aides publiques pour ne pas avoir à verser à l'Etat, une plus-value de 12 milliards d'euros !

Bel exemple de nationalisation des pertes et de privatisation des profits !!!

C. TAXE PROFESSIONNELLE

Les entreprises se voient gratifiées d'aides supplémentaires notamment au travers de la suppression de la taxe professionnelle. Cette dernière mesure va leur rapporter 12 milliards d'euros de plus.

Cela se fait sans l'exigence de contrepartie que ce soit en terme de création d'emplois ou d'augmentation des salaires. Par ailleurs, il faut savoir que la suppression de la taxe professionnelle est un coup dur pour les finances des collectivités locales. **Pour les plus petites communes, la collecte de cet impôt représente jusqu'à 40% des recettes fiscales.**

Les incidences de cette réforme sont simples : des impôts locaux en forte hausse pour l'ensemble des contribuables même les plus modestes et moins de service public territorial (entretien de la voirie, école, crèche, cantine scolaires, routes...)

D AVEC LES PRIVATISATIONS ON PAIE MOINS CHER ?

Pour justifier les privatisations, on nous a assuré qu'on paierait moins cher pour un meilleur service.

Avec le forfait hospitalier, la prime donnée aux assurances privées, la privatisation entière de services de santé, la fermeture d'hôpitaux, on paie plus cher pour être moins soigné.

Comment accepter par ailleurs que des groupes comme Sanofi-Aventis puissent profiter de l'argent public (8 milliards de profits) et engranger des bénéfices tout en prévoyant de supprimer dans le même temps 1 300 emplois et de fermer 4 centres de recherche en France.

Au moment de sa privatisation, EDF, devait selon le gouvernement garantir une électricité bon marché.

C'est sans doute pour cela que l'entreprise demande une augmentation de 20% de ses tarifs à l'Etat. Ce qui rapporterait 13 milliards d'euros de bénéfices supplémentaires à ajouter aux 19 milliards cumulés sur les cinq dernières années.

Ces quelques exemples loin d'être exhaustifs confirment bien la nécessité que les agent(e)s du service public et la population mènent ensemble dans la bataille pour stopper la casse et exiger d'autres politiques tournées vers la satisfaction des besoins des usagers et le progrès social